



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 14

Loi sur la réorganisation municipale du territoire de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent

Présentation

**Présenté par
M. André Bourbeau
Ministre des Affaires municipales**

JUN 29 1988

**Éditeur officiel du Québec
1988**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de permettre la réorganisation municipale du territoire de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent. Il prévoit que le gouvernement peut constituer une nouvelle municipalité ayant compétence sur une partie de ce territoire.

Ce projet de loi prévoit que la demande de constitution chemine suivant les règles établies par le projet de Loi sur l'organisation territoriale municipale sous réserve de certaines adaptations. Ainsi, pour les fins du processus de constitution, la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent est assimilée à une municipalité régionale de comté et le territoire qui s'en détache est considéré comme un territoire non organisé.

Ce projet de loi prévoit, de plus, de façon transitoire quelques conditions particulières relatives aux élections dans une municipalité locale ainsi constituée. Il accorde, aux fins des deux premières élections générales et de toute élection partielle antérieure à la troisième élection générale, une représentativité d'exception aux localités érigées en vertu de la Loi concernant la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent. Au cours de cette période temporaire, chaque localité constitue un district électoral et est représentée au conseil de la municipalité locale par deux conseillers.

Enfin, le projet de loi prévoit qu'un membre du conseil d'une municipalité ainsi constituée, si les circonstances le justifient et sous certaines réserves, peut prendre part, délibérer et voter à une séance du conseil par téléphone ou autre moyen de communication.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

1° La Loi sur l'organisation territoriale municipale (1988, chapitre indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi);

2° la Loi concernant la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent (1963, 1^{re} session, chapitre 97).

Projet de loi 14

Loi sur la réorganisation municipale du territoire de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Le gouvernement peut, par décret, constituer en une municipalité locale les habitants et les contribuables de tout ou partie du territoire décrit à l'article 1 de la Loi concernant la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent (1963, 1^{re} session, chapitre 97).

2. Les dispositions du chapitre III du titre II, à l'exception des articles 32, 36 et 37, du paragraphe 7° du deuxième alinéa de l'article 38, de l'article 44, du paragraphe 4° de l'article 45, des articles 54 et 55, du paragraphe 7° de l'article 67 et de l'article 79, et les articles 208 à 210 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (1988, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois du Québec de 1988*) s'appliquent à la constitution d'une municipalité en vertu de la présente loi avec les adaptations suivantes:

1° la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent est assimilée à une municipalité régionale de comté et l'administrateur est assimilé au conseil et au secrétaire-trésorier d'une municipalité régionale de comté;

2° le territoire visé par la demande de constitution est assimilé à un territoire non organisé;

3° les règlements, résolutions ou autres actes adoptés par la municipalité régionale de comté auxquels renvoie l'article 75 désignent les ordonnances de l'administrateur.

Malgré l'article 6 de la Loi concernant la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent, l'administrateur n'est pas tenu de prendre une ordonnance pour proposer la négociation d'un accord, pour demander un délai additionnel en vue de sa conclusion, pour le conclure ou pour donner son avis sur une proposition de modification à l'accord. Un écrit qu'il signe tient alors lieu d'ordonnance en vigueur.

3. Le territoire d'une municipalité comprenant au moins deux localités formées en vertu de l'article 7 de la Loi concernant la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent est divisé en districts électoraux aux fins des deux premières élections générales et de toute élection partielle ou cooptation antérieure à la troisième élection générale.

Le territoire de chaque localité constitue un district électoral distinct.

4. Lorsque le territoire d'une municipalité mentionnée à l'article 3 comprend également une partie du territoire mentionné à l'article 1 de la Loi concernant la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent qui ne forme pas une localité, le décret pris en vertu de l'article 1 doit indiquer le district électoral qui comprend cette partie ou la répartir entre plusieurs districts.

5. Le conseil d'une municipalité mentionnée à l'article 3 se compose du maire et de deux conseillers pour chaque district électoral aux fins des deux premières élections générales et de toute élection partielle ou cooptation antérieure à la troisième élection générale.

6. La population d'une municipalité constituée en vertu de la présente loi et, le cas échéant, celle du reste du territoire visé à l'article 1 est établie par le ministre des Affaires municipales. Le ministre communique la population qu'il a établie à la nouvelle municipalité et, le cas échéant, à l'administrateur de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent.

Le ministre publie à la *Gazette officielle du Québec* un avis indiquant la population établie conformément au présent article.

La population établie conformément au présent article vaut jusqu'à ce qu'elle soit remplacée par la population établie conformément à l'article 29 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale sur la base d'un dénombrement tenant compte de la constitution.

7. Si les circonstances le justifient, un membre du conseil peut prendre part, délibérer et voter à une séance du conseil par téléphone ou autre moyen de communication.

Un membre du conseil ne peut se prévaloir de ce droit que si chacune des conditions suivantes est réalisée:

1° le secrétaire-trésorier de la municipalité est physiquement présent au lieu de la séance;

2° celui qui préside la séance y est physiquement présent;

3° le téléphone ou autre moyen de communication utilisé permet à toutes les personnes participant ou assistant à la séance de s'entendre l'une l'autre.

Le procès-verbal de la séance doit faire mention du membre du conseil qui s'est prévalu de ce droit. Il doit être ratifié par le conseil lors de la séance ordinaire suivante.

Un membre du conseil qui prend part, délibère et vote à une séance par téléphone ou autre moyen de communication conformément au présent article est réputé être présent à cette séance.

8. L'administrateur administre, conformément à l'article 6 de la Loi concernant la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent, les affaires d'une municipalité jusqu'à l'entrée en fonction de la majorité des membres du conseil élus lors de la première élection.

Le premier alinéa s'applique sous réserve de la compétence du secrétaire-trésorier de la municipalité.

9. Le territoire d'une municipalité constituée en vertu de la présente loi ne fait plus partie du territoire de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent à compter de l'entrée en vigueur d'un décret pris en vertu de l'article 1.

10. L'article 1 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Il comprend également des territoires qui sont situés hors de ceux des organismes régionaux mentionnés au premier alinéa: ceux des municipalités de villages cris, celui de la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent, celui de la municipalité de la Baie James et les territoires de municipalités qui sont enclavés dans ces deux derniers. ».

11. L'article 9 de la Loi concernant la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent est abrogé.

12. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).